

Après le 24 juin : Communiqué des sections Impôts et Trésor de la CGT Finances Publiques 92

Jeudi 24 juin, dans tout le pays, les manifestations ont rassemblé plus de deux millions de participants dont 130 000 à Paris.

Dans les entreprises du privé et les services publics, les arrêts de travail ont été nombreux.

A la DGFIP, 44 500 grévistes ont été dénombrés soit 44,88% de l'effectif (38,58% gestion publique et 49,15% filière fiscale).

Dans le 92, le taux de participation à la grève a été de 35,94% (36,97% dans la filière fiscale et de 33,76% dans la filière gestion publique). Douze services ont été fermés au public (2 SIE et 10 postes comptables).

La forte mobilisation qui s'est exprimée le 24 juin traduit le rejet dans tout le pays du recul social sans précédent que constitue le plan Sarkozy.

Les salariés du public et du privé ne veulent pas du recul à 62 ans de l'âge de départ à la retraite, du recul à 67 ans de l'âge de départ sans décote et de l'allongement de la durée de cotisation. Les fonctionnaires ne veulent pas de la hausse de la retenue pour pension civile, de la suppression du droit au départ anticipé pour les mères de trois enfants et de l'alignement sur le privé du minimum garanti.

L'ensemble de ces dispositions forme un tout cohérent qui remet en cause le droit à la retraite dans notre pays. Ce projet s'inscrit dans le plan d'austérité annoncé par le gouvernement pour aller au devant des exigences du FMI, des marchés financiers et des agences de notation.

Au lendemain de la journée de mobilisation, Sarkozy, Woerth et Fillon refusent d'entendre le rejet grandissant de leur plan parmi les salariés. Ils entendent maintenir leur projet hormis d'éventuelles modifications à la marge.

Le gouvernement veut faire adopter son projet au conseil des ministres du 13 juillet pour le présenter à l'Assemblée nationale dès le 7 septembre. Il faut les arrêter.

L'unité doit se réaliser pour combattre ce projet, en obtenir le retrait, pour l'ouverture de véritables négociations pour faire aboutir nos revendications.

Il y a urgence à continuer la mobilisation contre ce projet, l'été ne doit pas être propice à baisser la garde.

Le 7 septembre, les confédérations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA appellent à une journée de grèves et de manifestations le jour du dépôt du projet de loi au Parlement.

Soyons mobilisés dans l'unité, dès à présent, pour aller vers le « tous ensemble », dans la grève public-privé » et porter le coup de grâce à la contre réforme gouvernementale.

- ↪ Non au recul de l'âge légal de départ à la retraite
- ↪ Non à l'allongement de la durée de cotisation
- ↪ Défense et amélioration du Code des pensions, maintien des avantages familiaux, du minimum fonction publique, suppression de la décote.

RETRAIT DU PLAN SARKOZY !

Dès maintenant, les sections de la CGT appellent les collègues à débattre de la situation, à construire le rapport de force et pour cela à renforcer la CGT.